

Il ne fait pas de doute que les nations (selon la définition de Griggs comme celles des autres) doivent organiser et gérer leur vie et la cohabitation avec leurs voisins. Le Congo d'aujourd'hui manque terriblement d'instruments de gestion de la chose publique et tout semblant de "bureaucratie civile et militaire" a été mis en déconfiture par le mobutisme et ses suites. Les éléments et les services d'un "État de droit" font cruellement défaut.

Mais dans cette Afrique en mutation à l'ère de la mondialisation il doit être permis d'aller au-delà des principes définis au 19e siècle dans une Europe sortant d'une période de forts changements. Peut-être faut-il déconstruire pour pouvoir construire, se concentrer en même temps sur les niveaux local, régional et mondial ...

Qu'est-ce qui peut émerger de cette guerre internationalisée? Quelles sont les capacités des populations à influencer le processus tout en affirmant leurs identités? La vraie question aujourd'hui n'est pas celle de "l'unité nationale" ou de la "démocratie" dans l'abstrait. La vraie question est comment aboutir à une cohabitation pacifique et fructueuse des populations participant en tant que citoyens à la gestion de la chose publique dans un environnement permettant le développement économique, social et culturel.

*Christiane Kayser,  
décembre 1998*

JP Chrétien:

## **Hutu et Tutsi : un ethnisme sans ethnies**

Les rapports entre Hutu et Tutsi sont devenus si tendus aujourd'hui dans la région des Grands lacs que beaucoup d'observateurs sont tentés de chercher dans le passé l'explication de cette situation. En fait la critique historique est le plus souvent remplacée par des propagandes qui visent à reconstruire le passé avec les lunettes de l'actualité.

Or les "ethnies" du Rwanda et du Burundi ne sont pas comme les autres. Il est suffisamment connu que Hutu et Tutsi partagent, dans chacun de ces deux pays, une même langue bantou, une même culture et une même histoire. L'histoire du peuplement remonte à plus de 2000 ans, donnant tout son temps à cette intégration. La conjonction de l'élevage et de l'agriculture est attestée dès le début de notre ère. Même si l'élevage des bovins apparaît comme une spécialité tutsi, elle n'est pas exclusive et on ne retrouve pas sur ces montagnes très anciennement peuplées et exploitées la coupure entre pasteurs et agriculteurs souvent décrite sur les plateaux du Kenya ou de Tanzanie.

Si les traditions ont retenu des récits de conquête, il ne s'agit pas d'une mythique "invasion tutsi", mais de la conquête intérieure réalisée dans chaque royaume par des dynasties qui ont imposé et étendu leur influence. Les trois grands royaumes de la région des Grands Lacs au XIXe siècle étaient le Buganda, le Rwanda et le Burundi. Ils avaient chacun leur histoire et leur structure sociale et politique. A l'arrivée des colonisateurs européens, le Buganda était en pleine expansion sur les rives ouest et sud du lac Victoria, le Rwanda également vers l'ouest du lac Kivu. Le Burundi résistait victorieusement aux attaques des Nyamwezi et des Ngoni sur sa frontière orientale et aux incursions des traitants arabo-swahili de Zanzibar implantés sur les rives du lac Tanganyika.

Donc le problème dit ethnique dans cette région d'Afrique n'est pas un problème de frontières. Il n'existait pas de Hutuland et de Tutsiland, contrairement à ce que certains politiciens occidentaux suggèrent aujourd'hui. Il n'existait pas d'empire hima, comme le suggère aussi la même propagande. Chaque dynastie avait sa particularité : tutsi au Rwanda, hima au Nkole, bito (d'origine Iwo) au Bunyoro, définie en voie matrilineaire dans le système clanique au Buganda, ganwa (ni hutu, ni tutsi) au Burundi...

Contrairement à ce qui est souvent expliqué, le rapport ancien entre Hutu et Tutsi ne constituait pas non plus une "question sociale". Ils représentaient certes deux identités ou deux "ordres" de la société, au même titre que les clans, et, sur le plan politique, l'aristocratie du Rwanda et du Burundi était notamment constituée de lignages tutsi. Mais si l'on prend la masse de la population, la situation des Hutu et des Tutsi était analogue. Il y avait des Tutsi et des Hutu aisés, des Tutsi et des Hutu pauvres. Les premiers observateurs européens n'ont littéralement pas vu que plus de 90% des Tutsi étaient des paysans comme les autres. Ils n'ont décrit que la toute petite minorité dirigeante qu'ils avaient rencontrée à la cour des rois.

Le passé précolonial laissait donc un contentieux essentiellement politique. La colonisation l'a transformé en un fossé social marqué par une véritable obsession raciale. Fascinés par l'organisation des royaumes, les administrateurs britanniques, allemands et belges, les missionnaires protestants anglais et les Pères Blancs français, ont presque tous plaqué sur la région un modèle racial déjà élaboré par l'anthropologie de l'époque : les Tutsi, assimilés globalement à l'aristocratie, ont été définis comme des "Hamites", venus d'Éthiopie ou d'Égypte imposer leur "féodalité" ; les Hutu, assimilés à des serfs du Moyen âge, ont été définis comme des "nègres bantous" venus des forêts

du Congo et naturellement inférieurs. Cette vision raciale justifiait la conquête européenne. Elle a été non seulement répétée de manière lancinante dans la littérature coloniale, mais aussi enseignée à la première génération d'élites instruites dans les écoles missionnaires. Toute la civilisation de la région fut attribuée aux Tutsi, la mémoire historique fut réinterprétée et manipulée selon ce schéma racial. Ce dernier a été en outre mis en oeuvre dans le système "d'administration indirecte", puisque au nom de cette inégalité supposée, les Hutu ont été systématiquement écartés des postes de responsabilité au profit des Tutsi, considérés globalement comme des "Européens noirs" "faits pour gouverner". Les premiers "évolués" ont donc été conduits à intérioriser cette vision, avec le cortège de préjugés et de frustrations qu'elle véhiculait.

Ces deux pays ont donc récupéré en 1962 leur indépendance dans un climat social et culturel empoisonné par ce racisme devenu officiel. Avant même le départ de l'administration belge, le Rwanda connaît une "révolution sociale" qui porte au pouvoir une République hutu, Cette révolution devient dès lors dans la région une sorte de modèle, comme l'avait été auparavant la monarchie tutsi. La nouvelle idéologie officielle ne fait qu'inverser la situation, selon un projet qui se veut social et qui est en fait socio-racial. Au lieu d'abolir la discrimination instaurée entre les grandes composantes héritées de l'ancienne société, le régime républicain, sous les présidences de Kayibanda, puis de Habyarimana, renforce cette logique par le fichage généralisé de la population, l'inscription ethnique sur les papiers d'identité et un système de quotas dans les recrutements et pour la scolarisation.

La révolution rwandaise a souvent été comparée par ses promoteurs au 1789 français : mais en France les "ordres" avaient été abolis, alors qu'au Rwanda ils en sortent confortés et légitimés au nom de la démocratie. La notion de majorité ou plus précisément de "peuple majoritaire" (*rubanda nyamwinshi*) est associée avec l'appartenance au groupe hutu, décrit comme seul autochtone et authentiquement rwandais. L'ethnisme à la rwandaise est en fait un racisme qui abuse le monde par son recours à un vocabulaire démocratique (même sous le règne d'un parti unique, le Parmehutu, puis le MRND) et grâce à la bénédiction de l'Église catholique qui a joué un rôle décisif dans la fondation du régime et dans sa promotion au niveau international.

Ce syndrome socio-racial relève au départ essentiellement d'un jeu politique, celui d'une contre-élite hutu légitimement désireuse de s'imposer sur l'élite tutsi favorisée par le colonisateur, avec l'appui inespéré de celui-ci. Mais il est devenu contagieux, il a été

propagé et entretenu dans l'ensemble de la population, non seulement par une propagande active qui joue des passions, des rumeurs et de la crédulité de gens pauvres et peu instruits, mais aussi par le recours systématique à la violence de masse. La prise en otages de l'ensemble des familles tutsi restées au Rwanda après 1959 (comme on le voit lors des tueries de la Noël 1963) et la victimisation incessante du "peuple hutu", décrit comme toujours menacé par le diable tutsi, ont entretenu de gré ou de force le racisme au sein du corps social. Une logique analogue a été activement soutenue par le régime de Kigali au Burundi et dans le Kivu. La série de massacres que connaît la région dans les années 60, 70 et 80 a l'allure répétitive de crises cycliques. Il s'agit plutôt d'un engrenage où les peurs et les haines sont toujours habilement manipulées par des factions extrémistes qui ont fait de l'ethnisme leur fond de commerce, en invoquant la nécessaire "conscience-tisation". Toute la société est piégée par cet engrenage, Hutu et Tutsi. A l'intégrisme hutu du Rwanda, répond dans les années 70 un intégrisme tutsi au Burundi.

Les années 1990 ont vu l'expression paroxystique du processus. Une génération après la "révolution sociale", on aurait pu penser que l'évolution économique, sociale et culturelle concrète aurait peu à peu effacé les clivages d'un autre âge et effectivement beaucoup de gens commençaient à s'en persuader. Les mariages mixtes, les études faites en commun (malgré les discriminations), les associations économiques, la cohabitation sur les collines et l'expérience des mêmes difficultés rapprochaient, plus qu'on ne le dit, les Rwandais et les Burundais de toutes origines dans les années 1980. Mais les logiques de pouvoir ont la mémoire tenace. Les leaders, tant dirigeants qu'opposants, restaient toujours prêts à mobiliser les populations sur la ligne de race. Il suffisait de rappeler le passé et de faire craindre un avenir semblable, en termes de revanche. L'analyse de la vie politique au Rwanda et au Burundi entre 1987 et 1993 montre clairement ce phénomène, qui relève davantage d'un tribalisme politique que d'un ethnisme intrinsèquement social. Plus le pouvoir de Habyarimana par exemple était contesté, plus il était tenté de jouer la carte de la mobilisation hutu. Cette carte tente aussi rapidement une partie de l'opposition, celle qui va créer la tendance *Hutu power*. Du côté tutsi, au Rwanda et davantage au Burundi, on peut relever un jeu analogue de mobilisation sécuritaire. Mais, à vrai dire, il est difficile d'en rester à des considérations balancées : ce serait oublier la capacité de bonne conscience spécifique que véhicule le concept de "majorité", récupéré de cette façon. A l'étranger il a convaincu aussi bien l'Internationale démocrate chrétienne que le président Mitterrand. La violence majoritaire est perçue comme naturelle (une "colère") ou à tout

le moins comme légitime (une "résistance" au "féodalisme"). Les éléments du génocide et de sa négation étaient réunis.

Aujourd'hui, après le génocide de 1994 au Rwanda, après les tueries analogues qu'a connues le Burundi en octobre 1993, après les tueries de 1993 et de 1996 dans l'ancien Zaïre (où la xénophobie antirwandaise est de plus en plus remplacée par un racisme antitutsi), on peut se demander sérieusement si cette logique ethniste n'a pas réussi, si le racisme intérieur ainsi cultivé au nom de projets politiques n'a pas créé des ethnies hutu et tutsi, là où il y avait les anciens peuples-nations des Banyarwanda et des Barundi. De nombreux auteurs, locaux ou étrangers, répètent que ces violences extrêmes ont rendu incontournable ce clivage ethnique. Dans ce cas il faudrait aussi écrire que Auschwitz a "prouvé" l'existence des races aryenne et juive. Il est plus exact de constater que le génocide a prouvé la nature profondément raciste de l'ethnisme très particulier cultivé depuis un siècle dans la région des Grands Lacs.

Mais le défi de l'ethnisme est bel et bien présent et mérite autant de réflexion intellectuelle que d'effort moral pour être surmonté. Il est présent partout en Afrique, l'actualité le montre bien. Le repli sur les communautarismes du sol et du sang, sur des sortes de sous-nations locales, sur des unanimismes supposés, représente une sorte de réponse aux incertitudes et aux contraintes de la mondialisation, économique et politique. Faute d'une société civile réellement consistante et diversifiée et d'une culture démocratique digne de ce nom, le pluralisme politique s'enlise souvent dans l'impasse des coalitions ethniques, des majorités ou des oppositions prédéterminées. Mais au moins les références ethniques peuvent-elles avoir gardé une valeur culturelle, une signification et une chaleur humaine, un vécu historique à même d'inspirer des conduites positives. Dans le cas des Hutu et des Tutsi, où sont les valeurs "ethniques" spécifiques, autres que des souvenirs de mort ou que la soif de vengeance ? Qui aura l'audace de bricoler une pseudo-fête folklorique hutu ou tutsi qui ne soit pas avant tout rwandaise ou burundaise ? Où sont les valeurs "pastorales" ou les traditions "agricoles" chez les bandes de jeunes, que ce soit en ville ou autour des communes et des paroisses, qui se sont mobilisées pour des partis politiques ? Si la notion d'ethnie a un sens, ce ne sont certes pas les étiquettes tutsi et hutu qui peuvent l'illustrer de manière pertinente.

Des observateurs ou des militants essaient pourtant d'expliquer "la rationalité du génocide" ou sa "logique politique", en termes de mobilisation ou de dénonciation ethnique, toute une population étant définie par la naissance en termes de "complice"

d'un camp (FPR, MDR, Uprona, Frodebu, etc.). Qui ne voit la logique raciste qui sous-tend ce genre de raisonnement ? Il ne suffit pas d'identifier des forces en présence, encore faut-il analyser le contenu de leur projet. L'ethnisme dans ce cas n'est pas indifférent, il n'est pas le simple reflet d'une appartenance, il représente une option.

L'autre vocabulaire souvent repris, selon la vogue postmoderne, est celui de "perception" ou de "représentation". Des politistes comme René Lemarchand ou Filip Reyntjens et certains journalistes français réputés experts en africanisme recourent volontiers à ce discours qui permet de rester scientifiquement correct, en reconnaissant l'absence de véritables ethnies dans le passé, tout en persistant à cautionner la logique de l'antagonisme prioritaire entre majorité hutu et minorité tutsi. Le processus historique des quarante dernières années ayant en effet, à coup de propagandes et surtout de massacres, conscientisé les deux groupes, de gré ou de force, il faudrait se résigner à enregistrer que cet étiquetage joue maintenant un rôle social et politique "structurant". Une question est alors évitée : cette "structuration" est-elle neutre ou pathologique ? Ne rend-elle pas tragiquement malheureux de très nombreux habitants de cette région du monde, invités à jouer la carte de la haine ? Quand le parti nazi a structuré de la sorte "les vrais Allemands" contre les Juifs ou quand Monsieur Le Pen s'efforce de "structurer" les Français de souche contre les étrangers, faut-il se contenter du constat ? Or de la même manière, au Burundi, au Rwanda, au Congo et ailleurs, quand l'antagonisme hutu-tutsi est légitimé, on n'est pas en présence d'une banale confrontation d'ethnies, on est confronté à un ethnisme militant qui est en fait un racisme africain bien moderne.

*Jean-Pierre Chrétien*  
*historien*  
*directeur de recherche au CNRS*  
*Centre de recherches africaines (Paris 1)*

auteur de *Rwanda, les médias du génocide* (en collaboration), Paris, Karthala, 1995 ;  
et du *Défi de l'ethnisme. Burundi et Rwanda, 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.

## REGARDS CROISES N°01

### Le phénomène ethnique et son rôle politique et social

#### Éditorial

A la veille de la fin du 20ème siècle, la sous-région des Grands Lacs d'Afrique persiste à offrir au monde un spectacle d'extrême violence entraînant de nombreuses victimes et une impossibilité de penser au développement.

Et pourtant, plusieurs espoirs étaient nés après le renversement de la vieille dictature de Mobutu au Zaïre en 1997.

L'euphorie de cette chute avait créé des espoirs d'une nouvelle dynamique régionale, certains parlant même d'une renaissance africaine. En effet, Laurent Désiré Kabila, actuel Président du Congo ayant été porté au pouvoir par une forte alliance africaine, il était facile de croire que les alliés de l'époque se serviraient de leur acquis pour bâtir une nouvelle Afrique, plus solidaire et porteuse d'espoir. C'était sans prendre en considération les intérêts divergents des uns et des autres, et aussi par l'incapacité du régime de Kabila de canaliser toutes ces forces qui avaient contribué à libérer le Zaïre (devenu République Démocratique du Congo en 1997).

Dès le début de cette année 1998, des tensions énormes étaient déjà perceptibles entre alliés d'hier, de façon que plusieurs observateurs n'ont pas été surpris par le déclenchement d'une deuxième rébellion au Congo. Cependant, l'allure qu'ont pris les hostilités en internationalisant rapidement la guerre a de quoi inquiéter les Congolais en particulier et les Africains en général.

Personne ne peut prévoir vers où l'escalade actuelle peut conduire le Congo. Au-delà de ce questionnement, c'est l'idéologie de la haine ethnico- raciale développée dès le début des combats qui fait réfléchir. Les autorités de Kinshasa ont choisi l'incitation à la haine ethnique comme idéologie de mobilisation. La région des Grands Lacs est plus que jamais piégée dans un engrenage où les peurs et les haines sont habilement manipulées par des factions extrémistes qui ont fait de l'ethnisme leur fond de commerce. Le recours systématique à la violence de masse est perçue comme naturelle (colère du peuple) ou à tout le moins comme légitime (résistance au féodalisme).

Une idéologie raciale qui veut non seulement cultiver l'antagonisme ethnique mais aussi entretenir un biologisme primaire est une menace qui conduit le continent noir à la catastrophe.

Pole Institute a choisi de consacrer le numéro 01 de son périodique **Regards Croisés** à l'analyse de ce phénomène ethnique qui joue maintenant selon l'expression de Jean Pierre Chrétien „ un rôle social et politique structurant“. Chrétien se demande si une telle „structuration' est neutre ou pathologique. „Ne rend-elle pas tragiquement malheureux de très nombreux habitants de cette région du monde, invités à jouer la carte de la haine? Quand le parti nazi a structuré de la sorte les „vrais Allemands“ contre les juifs ou quand Monsieur Le Pen s'efforce de „structurer“ les Français de souche contre les étrangers, faut-il se contenter du constat? Or de la même manière, au Burundi, au Rwanda, au Congo et ailleurs, quand l'antagonisme hutu-tutsi est légitimé, on est pas en présence d'une banale confrontation d'ethnies, on est confronté à un ethnisme militant qui est en fait un racisme africain bien moderne“.

Les défis lancés par cet ethnisme militant sont nombreux. Les chances de s'en sortir ne pointent pas à l'horizon.

Les articles contenus dans ce présent numéro s'efforcent d'analyser ces défis pour mieux les affronter. Nous encourageons nos lecteurs à réagir en apportant leurs propres regards face à ce sujet difficile. Nous vous remercions d'avance pour vos commentaires.

*La Rédaction*